

De l'«examen de l'aide sociale» à un «examen du système de sécurité du revenu»: son importance pour les Ontarien-nes à faible revenu

Le Conseil consultatif d'examen de l'aide sociale a publié son rapport le 14 juin 2010. Le Conseil y appelle le gouvernement provincial à mener un examen synthétique du système de sécurité de revenu de l'Ontario.

Le rapport du Conseil est important du fait d'offrir au gouvernement un guide sur la façon de réviser l'aide sociale et les autres programmes de sécurité du revenu en Ontario. Mais il a aussi le grand avantage de donner une nouvelle ampleur à la discussion.

Avant, les gens ne parlaient que de façons d'améliorer les programmes Ontario au travail (OT) et le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

Aujourd'hui, nous pouvons parler d'une vision plus globale pour bonifier tous nos programmes de soutien et de revenu, afin d'offrir aux bénéficiaires d'OT et du POSPH des programmes plus productifs et respectueux qui les aident au moment où ils en ont besoin.

De qui était composé le Conseil?

En décembre 2008, le gouvernement provincial s'est engagé à un examen de l'aide sociale, come élément de sa Stratégie de réduction de la pauvreté. En décembre 2009, il a créé le Conseil pour lui faire des recommandations en ce sens.

Le Conseil comprenait onze personnes ayant une longue expertise de travail en matière de pauvreté et d'aide sociale: <http://www.mcass.gov.on.ca/fr/mcass/sacouncil/index.aspx>

Maintenant que le rapport du Conseil est finalisé, le gouvernement a dit qu'il y répondrait cet automne. Nous croyons que cela signifie qu'il annoncera le début d'un genre d'examen.

Le présent document vise à présenter à la population les grandes lignes du rapport du Conseil, afin de les préparer à l'annonce de sa politique par le gouvernement cet automne.

On trouve un résumé français du rapport à:

http://www.accession.ca/fr/mcass/publications/social/sarac/toc_sarac.aspx

Qu'a recommandé le Conseil?

Le Conseil a dressé des recommandations au gouvernement dans trois secteurs clé:

- A) Portée de l'examen – ou ce sur quoi devrait porter l'examen du gouvernement;
- B) Mandat – ou les programmes et éléments qui devraient être inclus dans l'examen;
- C) Processus – ou la façon dont l'examen devrait avoir lieu, avec quelles ressources.

Le Conseil a aussi appelé l'État à augmenter immédiatement les revenus des bénéficiaires d'OT et du POSPH, et a recommandé de le faire soit par une hausse des taux de base, une bonification des crédits d'impôt, ou une nouvelle prestation qui serait également versée aux autres personnes à faible revenu.

A) Portée de l'examen

En 2008, le gouvernement s'est engagé à un examen du système d'aide sociale limité à Ontario au travail (OT) et au Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH).

Mais pour le Conseil, cette perspective est insuffisante. Le gouvernement devrait plutôt étendre son examen à l'ensemble des ministères provinciaux offrant des programmes et des services aux personnes à faible revenu, ainsi qu'aux autres paliers gouvernementaux.

Voici pourquoi cette recommandation est importante:

- 1) D'autres programmes qu'OT et le POSPH aident les personnes à faible revenu.

Il y a notamment des programmes de soutien au revenu, comme la Prestation ontarienne pour enfants, les crédits d'impôt pour enfants et l'Assurance emploi, par exemple. Il y a également des programmes de formation, comme ceux offerts par le biais de l'A-E, OT et le POSPH, et d'autres programmes. Et il y a des soutiens sociaux comme divers types de counseling, de groupes d'aide aux parents et d'autres services.

Il est de plus en plus fréquent que des gens tirent un soutien au revenu de sources autres qu'OT et le POSPH, telles la Prestation ontarienne pour enfants ou le crédit de TPS. Il est normal d'examiner toutes les façons dont les gens reçoivent un soutien au revenu pour déterminer la meilleure façon de coordonner ces appuis pour assurer aux gens des niveaux de revenu leur permettant de vivre en santé et avec dignité.

De plus, il y a bien des ressources auxquelles ne sont pas admissibles les bénéficiaires d'OT et du POSPH – comme les programmes d'emploi et de formation que les gens obtiennent par le biais de l'A-E. Pourtant, tout le monde a besoin des meilleurs programmes disponibles. Il est plus logique de les offrir à toute personne qui en a besoin – qu'elle soit bénéficiaire d'OT ou du POSPH, inscrite à l'A-E ou dotée d'un emploi précaire et sous-payé.

- 2) Ces programmes sont gérés par plusieurs ministères différents au gouvernement provincial, ainsi qu'à deux autres paliers: les administrations municipales et fédérale.

Mais il arrive souvent que ces programmes fonctionnent mal ensemble: ils ne sont pas coordonnés, n'assurent pas un revenu viable et n'offrent pas aux gens les occasions nécessaires. Les divers ministères devraient coopérer en vue de leur amélioration.

B) Mandat de l'examen

Le rapport du Conseil recommandait «six axes stratégiques de réforme», devant servir de points de référence lors des consultations avec les Ontarien-nes pour mettre en place un meilleur système de sécurité du revenu pour tout le monde. Ces six axes sont:

- 1) «S'inspirer de l'approche qui sous tend la Prestation ontarienne pour enfants afin de définir un plus large éventail de services et de mécanismes de soutien du revenu à l'intention de tous les Ontariens à faible revenu.»

Cette recommandation est importante. Elle pourrait signifier l'attribution aux démunis d'un soutien du revenu qui serait fondé sur leur niveau de revenu plutôt que sur leur niveau de besoins – et ce, sans tout le lot de règles et règlements intrusifs qui rendent la vie si dégradante et difficile et qui les retiennent, en bout de ligne, d'échapper à la pauvreté.

- 2) «Miser davantage sur des initiatives comme la hausse du salaire minimum, l'amélioration des normes d'emploi, la promotion de l'équité en matière d'emploi et la Prestation fiscale pour le revenu de travail de l'administration fédérale, de manière à faire en sorte que le marché du travail offre des moyens efficaces de se libérer de la pauvreté.»

De telles mesures amélioreraient les emplois disponibles sur le marché du travail. Il s'agit d'un élément crucial de l'aide aux gens qui souhaitent échapper à la pauvreté. Il faut aussi améliorer les programmes de soutien au revenu des personnes travaillant à très bas salaire.

- 3) «Remplacer l'aide à court terme accordée dans le cadre du programme Ontario au travail par un soutien financier plus adéquat, en dehors du système de l'aide sociale, à l'intention des personnes qui se retrouvent temporairement sans emploi.»

Le fait de déplacer vers des programmes extérieurs à OT le soutien des personnes ayant besoin d'une aide à court terme, comme celles qui sont mises à pied, est une excellente idée. C'est la meilleure solution pour des personnes ayant déjà des compétences négociables et qui n'ont besoin que d'un court soutien au revenu le temps de chercher un prochain emploi, ou lorsqu'un recul économique réduit le nombre d'emplois disponibles.

- 4) «Redéfinir l'aide à long terme dans le cadre du programme Ontario au travail sous la forme d'un programme de planification pour aider les gens à exploiter leur plein potentiel sur le marché du travail grâce à l'acquisition de compétences, aux études, à la formation ainsi qu'à des services d'aide à l'emploi et à des services de soutien connexes.»

Mettre en œuvre cette recommandation transformerait la nature même d'OT. Il pourrait devenir un programme aidant les gens à obtenir l'instruction et la formation souhaitées, en lien avec de meilleures occasions que «le premier emploi disponible». Il pourrait aussi offrir d'autres services pour habiliter les gens au travail, comme des conseillers personnels en appui au planning à court et à long terme. Les bénéficiaires d'OT et les analystes des politiques d'aide sociale réclament depuis des années ce genre de réformes proactives.

- 5) «Définir des normes en vue d'assurer un revenu viable, et mettre de l'avant un processus permettant de se fonder sur ces normes pour évaluer la suffisance du revenu des Ontariens.»

Si le gouvernement acceptait cette recommandation, cela pourrait vouloir dire que les revenus issus de l'aide sociale et d'autres programmes correspondraient désormais à une norme convenue de revenu, qui permettrait aux gens de vivre réellement à partir du montant d'argent dont elles et ils disposeraient.

- 6) «Améliorer les services de soutien du revenu et de soutien social à l'intention des personnes dont les possibilités de gagner un revenu viable dans le cadre d'un emploi sont limitées par une déficience ou par d'autres facteurs; à cette fin, l'une des possibilités serait d'énoncer une nouvelle vision en ce qui touche le Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées ainsi que d'envisager d'autres modèles d'aide financière.»

Cette recommandation pourrait améliorer le POSPH pour offrir un meilleur soutien aux personnes handicapées. Celles-ci éprouvent souvent des possibilités limitées de travailler mais souhaitent participer au monde du travail et à la vie communautaire. Améliorer leur revenu et leurs services de soutien à cet effet devrait faire partie d'un programme amélioré.

C) Processus de l'examen

Le Conseil croit que le gouvernement devrait recourir au processus suivant pour l'examen:

- L'examen devrait être dirigé par deux commissaires, qui mèneraient l'examen et remettraient au gouvernement un plan de transformation du système de sécurité du revenu.
- Les commissaires devraient rendre compte à un comité composé de représentant-es des ministères compétents. Vu le nombre de ministères provinciaux offrant des services de soutien aux personnes à faible revenu, ils devraient tous superviser les commissaires.
- Les commissaires devraient être conseillés par un comité consultatif, représentatif de la diversité ontarienne, dont des personnes ayant vécu la pauvreté. Ces personnes aviseraient les commissaires quant à l'évolution de l'examen.
- Les commissaires devraient compter sur l'appui d'un secrétariat. Son personnel, fourni par le gouvernement, assurerait aux commissaires des éléments de recherche et de stratégie de qualité et effectuerait des tâches administratives en appui au processus de l'examen.
- Les commissaires devraient mettre sur pied un processus de consultation incluant: des personnes ayant vécu de l'aide sociale, des intervenant-es ayant une expertise basée sur leur travail au sein du système ou à titre de porte-parole ou de chercheur-es, l'ensemble des Ontarien-nes ayant des commentaires, et les députés provinciaux et autres chefs politiques.

Le processus de consultation devrait également inclure une consultation élargie de la population, un «groupe de personnes expérimentées», des discussions parallèles avec les Premières nations, et des tables rondes réunissant des spécialistes du secteur.

Le processus de consultation devrait également tirer parti des consultations entamées par le gouvernement au sujet de la Stratégie de réduction de la pauvreté et de la Stratégie à long terme de logement abordable.

- L'examen devrait durer de 12 à 18 mois.

Ce que vous pouvez faire

Adressez un courriel ou une lettre au Premier ministre Dalton McGuinty pour lui dire:

- Je veux que l'examen du système de sécurité du revenu soit amorcé immédiatement.
- L'examen doit être large et synthétique, sans se limiter à OT et au POSPH. Il doit couvrir les programmes de tous les ministères concernés et de tous les paliers de gouvernement.
- Je veux aussi que le gouvernement augmente immédiatement le revenu des bénéficiaires actuel-les d'OT et du POSPH.
- Les Ontarien-nes à faible revenu, et notamment les bénéficiaires d'OT et du POSPH, ne devraient pas devoir attendre plus longtemps que l'Ontario devienne un meilleur lieu de vie pour l'ensemble de la population.

Courriel: dmcguinty.mpp.co@liberal.ola.org

Room 281, Main Legislative Building, Queen's Park
Toronto, Ontario M7A 1A1

L'ensemble du rapport du CCEAS peut être consulté (en anglais) sur le site Web du Conseil au: www.sareview.ca/other-resources/recommendations-income-security-review/